

**State University**

**Higher School of Economics, Moscow**

# **La philanthropie en Russie**

**Attitudes et participation du public**

**I.V. Mersiyanova, L.I Yakobson**

**La recherche qui sous-tend cette publication a été réalisée dans le cadre du Programme de Recherche Fondamentale de la State University, Higher School of Economics de Moscou.**

**Cet ouvrage présente les résultats d'études de l'opinion publique sur la participation aux activités caritatives en Russie. Ces études incluent le volontariat et les dons et également les attitudes et réactions concernant les rapports entre l'Etat et les donateurs. Ces études ont été réalisées par le Centre d'Etudes de la Société Civile et du Secteur sans but lucratif (Université d'Etat – Ecole Supérieure d'Economie) dans le cadre du suivi du statut de la société civile en Russie.**

**Les données obtenues définissent le contexte et le développement de l'activité caritative en Russie, le niveau de participation de la population russe au travail bénévole et aux donations, l'évaluation des interactions entre l'Etat et les organisations caritatives et entre les organisations caritatives russes et étrangères.**

**Cet ouvrage sera utile aux scientifiques sociaux et politiques, aux économistes, aux enseignants et aux étudiants en sciences sociales, aux experts et à tous ceux concernés par le développement des activités caritatives et de la société civile dans la Fédération de Russie.**

## **Chapitre I**

### **Contexte du développement de l'activité caritative en Russie**

**Le chapitre 1** présente les opinions des répondants vis à vis des différents acteurs impliqués dans le secteur caritatif, leurs points de vue concernant ceux qui devraient aider les individus dans le besoin et ceux qui fournissent cette assistance. Ce chapitre examine également les différents segments de la société où les activités caritatives et le soutien de l'Etat sont le plus nécessaires. La question du niveau de confiance de la population russe envers les organisations caritatives est également abordée.

## §1. Engagement dans les activités caritatives en Russie

Le contexte du concept « d'activité caritative » en Russie est complexe et le concept lui-même est l'objet de points de vue contradictoires. D'une part, il existe une définition approuvée par la réglementation de l'Etat<sup>1</sup>. D'autre part, le contenu de cette notion est interprété différemment dans la communauté scientifique et par les experts. Pour finir, faut ajouter que des activités caritatives sont attribuées à des institutions qui ne sont pas considérées comme telles dans les pays ayant des traditions caritatives plus développées (Fig. I.1).

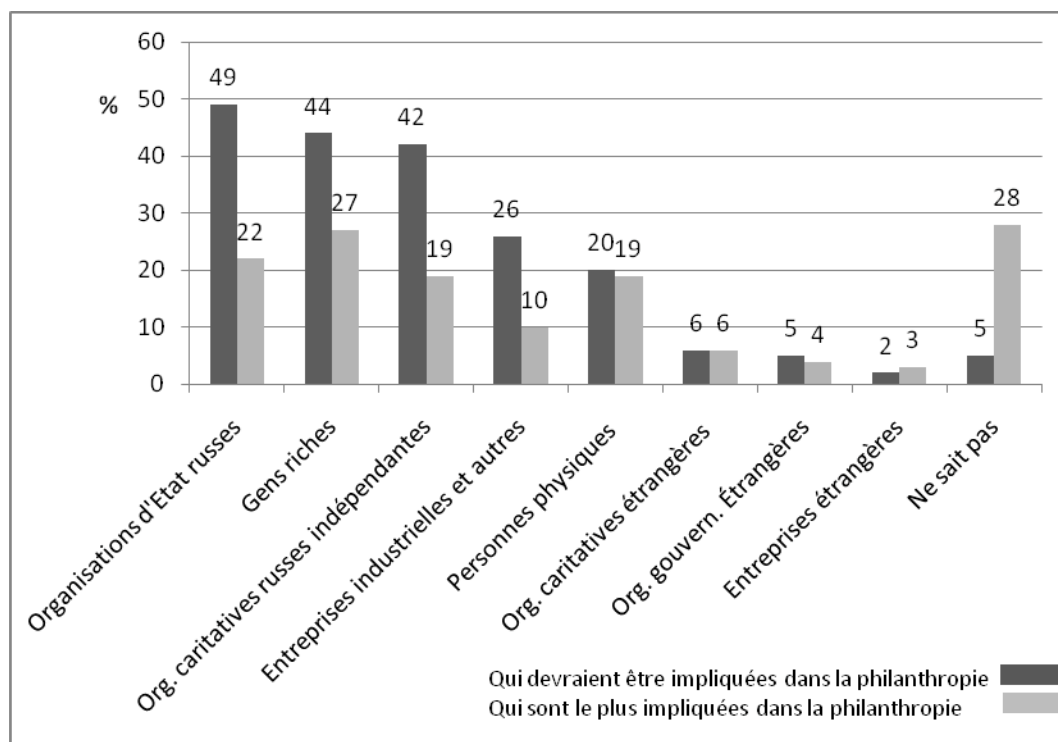


Figure I.1 : Réponse à la question : « Qui devrait être impliqué dans la philanthropie, et qui l'est le plus ? » (pourcentage des réponses à une question à choix multiple limitée à 3 réponses).

Ainsi, selon la présente étude, la réponse numéro un (pour une personne interrogée sur deux) à la question « Qui doit s'impliquer dans la philanthropie ? » a été *L'Etat russe* par l'intermédiaire d'organisations gouvernementales spécifiques. De plus, presque une personne interrogée sur quatre a indiqué que les organisations gouvernementales étaient les plus *réellement engagées* dans la philanthropie. Certains pays étrangers ont une vision différente des activités caritatives. Leur modèle n'inclut pas les agences gouvernementales dans la mesure où celles-ci ne contribuent pas au bien public sur la base de dons volontaires mais par le biais d'impôts obligatoires payés par les personnes physiques et les entités légales. La majorité des chercheurs russes soutient l'idée de la nature non gouvernementale de la philanthropie.

Un peu moins de la moitié des personnes interrogées pensent que les riches et les organisations caritatives indépendantes russes devraient être les plus engagées dans la philanthropie (respectivement 44% et 42%). Un quart (26%) des répondants assignent ce rôle aux entreprises

<sup>1</sup> En conformité avec la Loi Fédérale no 135 sur les activités et les organisations caritatives du 11 août 1995, l'activité caritative est définie comme étant un travail bénévole réalisé par des citoyens et des entités légales en relation avec un transfert de propriété désintéressé (soit gratuit, soit en termes favorables) à d'autres citoyens ou organisations légales, y compris le transfert de fonds ou la réalisation d'un travail désintéressé ou l'apport de services et autres soutiens.

industrielles russes et aux entreprises en général. Un cinquième des répondants (20%) estime que les personnes physiques devraient pratiquer la philanthropie indépendamment de leur propre situation financière. Selon les résultats de l'étude, les activités caritatives menées par des organisations étrangères ne sont pas bienvenues pour la population russe. Seulement 6% ont déclaré que ces dernières devaient être engagées dans la philanthropie du pays.

## §2. Personnes ayant besoin d'aide sociale : qui devrait aider, qui aide

Selon l'étude on peut considérer trois groupes d'individus ayant besoin d'aide sociale en Russie. Le premier groupe est celui des « socialement vulnérables ». Ce groupe comprend les personnes âgées, particulièrement celles vivant seules, les infirmes, les mères célibataires, les orphelins, les personnes atteintes de maladies graves et les familles nombreuses. Le second groupe est composé d'individus qui, pour des raisons diverses (alcoolisme, drogue, ex détenus etc.) se sentent rejetés par la société. Le troisième groupe est constitué d'individus talentueux, ceux qui ont des idées et des initiatives intéressantes et qui peuvent être utiles aux autres et au pays dans son ensemble. Qui devrait aider les « socialement faibles » dans leur vie de tous les jours ? Qui devrait aider ceux qui se sentent rejetés par la société à revenir à une « vie normale » ? Est-il nécessaire d'aider les gens talentueux à surmonter les obstacles qui les empêchent de réaliser leur potentiel ? Qui apporte réellement une aide aux membres de ces trois groupes ?

L'analyse de la distribution des réponses des Russes à ces questions a montré une divergence marquée entre les attentes des personnes interrogées quant au rôle des différents acteurs de la philanthropie d'une part et leurs opinions sur la participation effective de ces acteurs (voir Fig. I.2). Selon les résultats des sondages, dans tous les groupes interrogés, l'engagement réel des institutions gouvernementales est apparu comme étant 2 à 3 fois inférieur à ce qui était attendu ou considéré comme approprié. Dans ce cas, en raison de la situation actuelle du pays, le rôle réel et attendu de la philanthropie, est identifié principalement au rôle du gouvernement. Une divergence similaire d'un facteur quatre existe pour les organisations et fondations caritatives, et une divergence d'un facteur trois à cinq apparaît également pour les grandes entreprises et les hommes d'affaires. Il faut noter que les personnes interrogées pensent que l'Etat est le plus apte (61-77%) à satisfaire les attentes d'aide des 3 groupes, puis dans une moindre mesure la communauté des entreprises (19-23%), suivie par les organisations caritatives et les fonds locaux (19-30%).

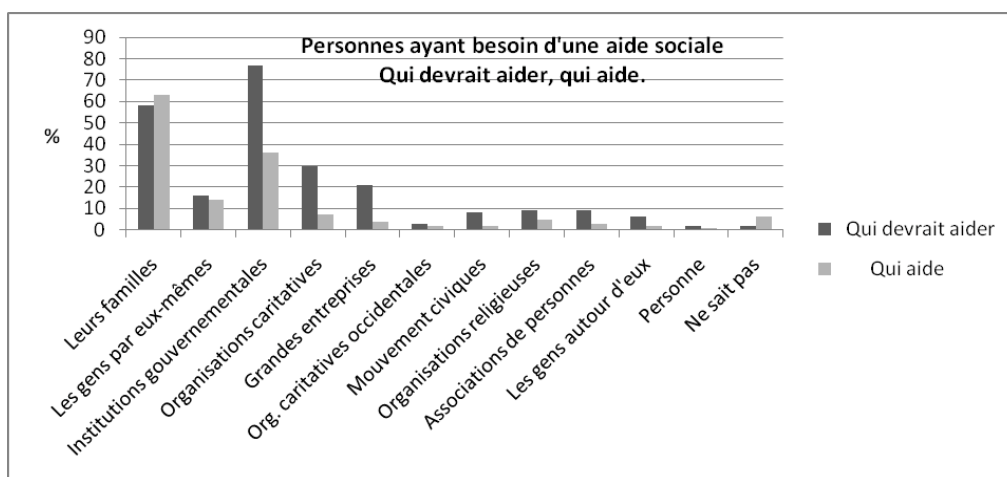
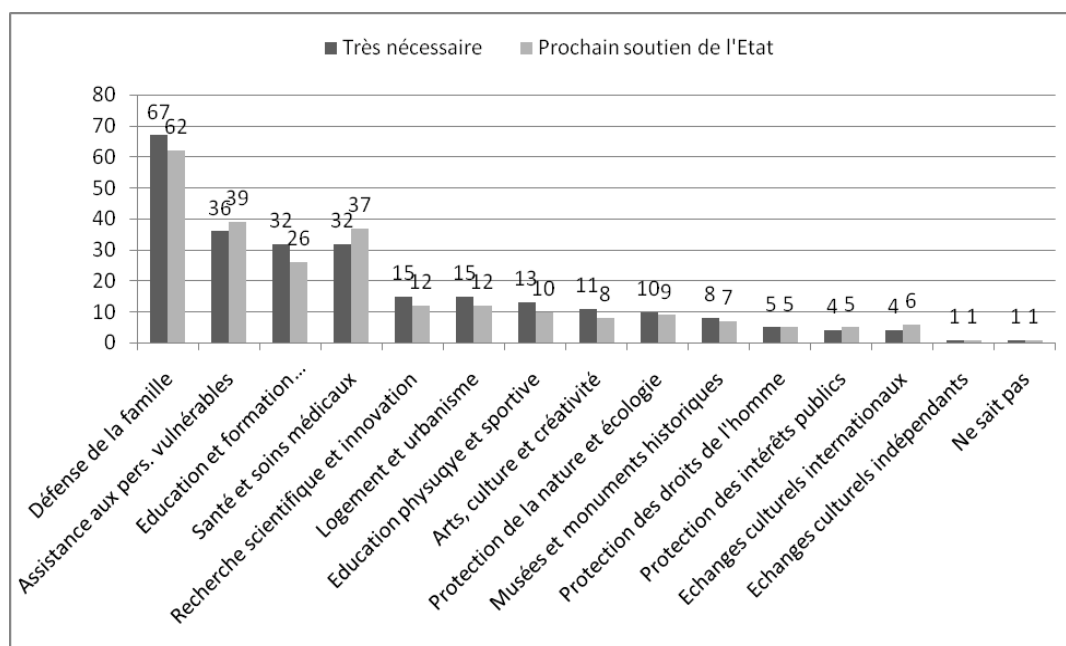


Figure I. 2 : Distribution des réponses à la question : « Qui doit le plus aider les personnes considérées comme 'socialement vulnérables' (les vieux, les personnes seules, les infirmes, les mères célibataires, les orphelins et les familles nombreuses) ? En réalité qui les aide le plus souvent ? » (pourcentage des réponses à une question à choix multiples limitée à 5 réponses).

### §3. Secteurs pour lesquels une activité caritative est nécessaire et soutien du gouvernement

L'analyse de l'opinion des personnes interrogées concernant d'une part les secteurs pour lesquels l'activité caritative est particulièrement nécessaire et d'autre part les secteurs qui devraient recevoir une aide gouvernementale maximale au cours des prochaines années, révèle des taux de réponses comparables (voir Fig. I.8).



Fig

ure I.8 : Distribution des réponses à la question : « Dans quels domaines les activités caritatives sont-elles particulièrement nécessaires, et dans quels domaines le gouvernement devrait-il apporter une aide maximale au cours des années à venir ? » (pourcentage des réponses à une question à choix multiple limitée à 3 réponses).

Ainsi, dans l'opinion de la plupart des Russes, c'est dans le secteur de la « défense de la famille et dans le traitement du problème des enfants sans domicile » que le rôle de la philanthropie doit être plus important (point de vue de 67% des personnes interrogées). Ce secteur est également classé en tête comme devant recevoir l'aide maximale du gouvernement (62% des personnes interrogées). Les besoins des personnes socialement vulnérables sont classés en deuxième position (36% des réponses), 39% des interrogés considérant qu'elles doivent recevoir une aide du gouvernement. Les institutions médicales et éducatives sont considérées par 32% des personnes interrogées comme cibles pour la philanthropie avec des réponses du même ordre de grandeur pour les aides gouvernementales (respectivement 26 et 37%). Les autres secteurs de la société sont jugés comme ayant moins besoin d'une aide et encore moins d'une aide gouvernementale.

## Chapitre II

### Les Russes parlent de leurs activités caritatives

Le **Chapitre 2** expose les opinions des personnes interrogées sur la participation publique aux activités caritatives. Il décrit les opinions sur la philanthropie communautaire, les types d'activités préférés et les perspectives de développement des dons individuels.

#### §5. Participation du public aux activités caritatives

Les activités caritatives peuvent être effectuées par les individus sous forme de travail bénévole ou de dons volontaires.

Plus de la moitié des individus interrogés (54%) ont déclaré qu'au cours de l'année écoulée ils avaient eu l'initiative d'un travail bénévole et d'une aide à des personnes en dehors de leur famille (voir Fig. II.1). Ceux qui se sont le plus engagés (environ 60% des réponses) sont les personnes d'âge moyen ayant un niveau d'éducation élevé et le sentiment d'une situation financière acceptable. Les habitants de communautés de moins de 100.000 personnes sont plus engagés dans les activités caritatives que les autres. Jusqu'à un certain point, on constate que cet engagement est en rapport avec la profession exercée. Ainsi, 69% des entrepreneurs et hommes d'affaires sont engagés dans des activités caritatives, 62% des managers et 61% de ceux qui n'ont pas d'emploi. Le nombre des retraités et étudiants sans emploi engagés dans des activités caritatives est respectivement de 45 et 39%.

41% des personnes interrogées n'ont apporté aucune aide à quiconque au cours de l'année écoulée.

#### §6. Les priorités de l'engagement caritatif personnel des Russes.

Quand nous analysons les réponses à la question, « au cours de l'année écoulée qu'avez-vous fait sans rémunération pour d'autres individus (autres que des membres de votre famille) », nous découvrons les priorités personnelles (Fig. 3). La majorité des personnes interrogées (31%) ont indiqué qu'elles ont apporté une aide sous forme de biens matériels. 24% ont déclaré avoir apporté un support moral ou un avis utile et un certain nombre d'entre eux ont prêté de l'argent sans intérêt. Un nombre à peine plus faible, 23%, a donné de l'argent. 20% ont apporté une aide sous forme de nourriture et apporté une assistance au domicile de personnes qui en avaient besoin. 14% ont participé à des activités de nettoyage ou d'embellissement tels que la plantation d'arbres, la réparation de bancs, la création d'espaces de jeux pour les enfants etc. D'autres formes d'activités caritatives ont attiré 8% des personnes interrogées au cours de l'enquête. La figure II.3 montre les niveaux d'implication des Russes dans les travaux caritatifs selon les données des sondages pour 2007 et 2008.

Presque un tiers des individus interrogés (29%) ont admis qu'ils n'avaient pratiqué aucune des actions de la liste au cours de l'année écoulée. Ce nombre est cependant très inférieur au nombre de ceux (41%) qui ont dit n'avoir accompli aucune activité caritative résultant de leur propre initiative (Fig. II.1).

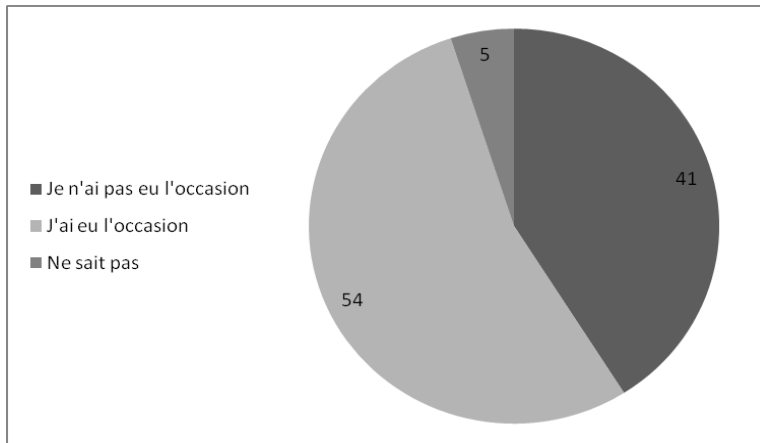


Figure II.1 : Distribution des réponses à la question : « Au cours de l'année écoulée avez-vous pris l'initiative d'accomplir des activités caritatives et d'aider des personnes non membres de votre famille ? » (pourcentage des réponses)

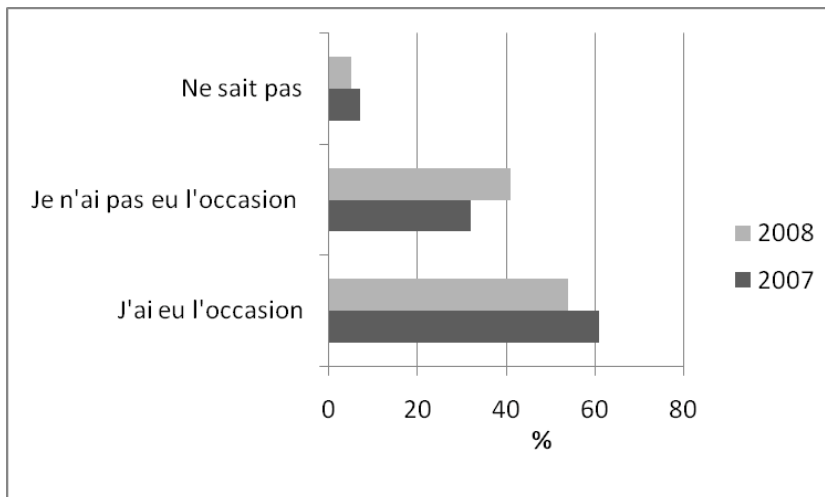


Figure II.2 : Distribution des réponses à la question : « Au cours de l'année écoulée avez-vous pris l'initiative d'accomplir un travail bénévole et d'aider des personnes non membres de votre famille ? » (pourcentage des réponses selon les sondages de 2007 et 2008)

## Chapitre III

### Implication des Russes dans le bénévolat

Le Chapitre 3 définit le domaine des activités bénévoles en Russie et décrit les motivations et contraintes de la population russe dans son engagement dans le bénévolat.

#### §9. Niveau d'implication des Russes dans le bénévolat

Selon les données de l'étude, au cours de 2-3 dernières années, presque un tiers de la population (32% des personnes interrogées) ont été bénévoles plusieurs fois au bénéfice d'individus autres que les membres de leur famille. 9% l'ont fait sur une base régulière et 7% ne l'ont fait qu'une fois au cours des 2-3 dernières années.

Simultanément, seulement un quart des personnes interrogées a exprimé l'opinion selon laquelle la quantité d'activités bénévoles effectuées de nos jours était plus élevée que celle effectuée 10-15 ans auparavant. Pour un cinquième des personnes interrogées, le niveau d'implication actuel était approximativement le même. Un tiers des personnes interrogées estime que le travail bénévole est moins visible en 2008 qu'il ne l'était 10-15 ans auparavant (voir Fig. III.1).

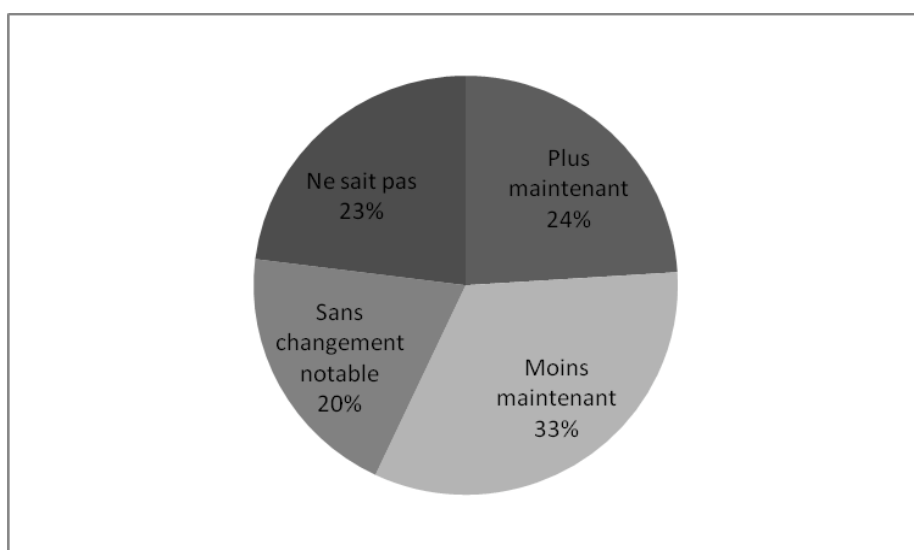


Figure III.1 : Distribution des réponses à la question : « Pensez-vous que la quantité des activités caritatives pratiquées aujourd'hui par les gens est plus ou moins élevée qu'il y a 10-15 ans ? » (pourcentage des réponses).

#### § 10 Les façons d'impliquer les Russes dans le bénévolat

A la question « par quel moyen organisationnel menez-vous votre activité bénévole ? », la réponse la plus courante a été que 37% des Russes mènent seuls leurs activités bénévoles (voir Fig. II.2). 7% des personnes interrogées mènent leurs activités bénévoles à partir de leur lieu de travail, 4% par l'intermédiaire d'institutions gouvernementales et également 4% par celle d'organisations communautaires. Tandis que seulement 4% des Russes indiquent qu'ils sont impliqués dans le bénévolat au travers d'institutions communautaires, on remarque que 21% ont déclaré qu'ils pratiquaient le bénévolat sur une base mensuelle dans leur communauté. Cet élément

peut-être considéré comme la preuve que le bénévolat n'est pas coordonné dans notre pays. Si l'on examine le nombre d'heures par mois consacré au bénévolat, 40% ont indiqué qu'ils y consacraient 1 à 3 heures, et 25% ont déclaré y consacrer 4 à 10 heures par mois. L'étude a montré que 1% des Russes ont pratiqué leurs activités caritatives par l'intermédiaire d'organisations ou de communautés religieuses, tandis que 9% ont dit qu'ils allaient à l'église (cathédrales, mosquées, chapelles etc.) et participaient bénévolement à des activités caritatives en relation avec leur culte.

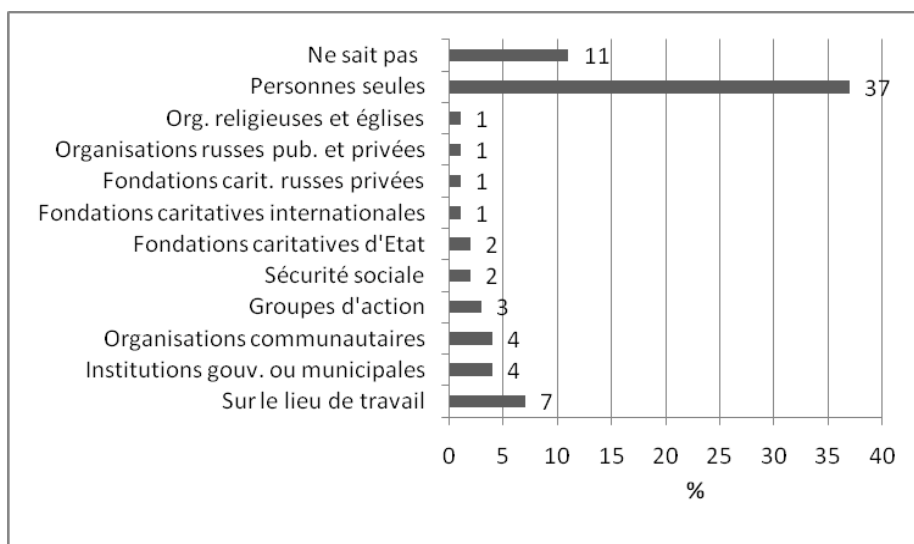


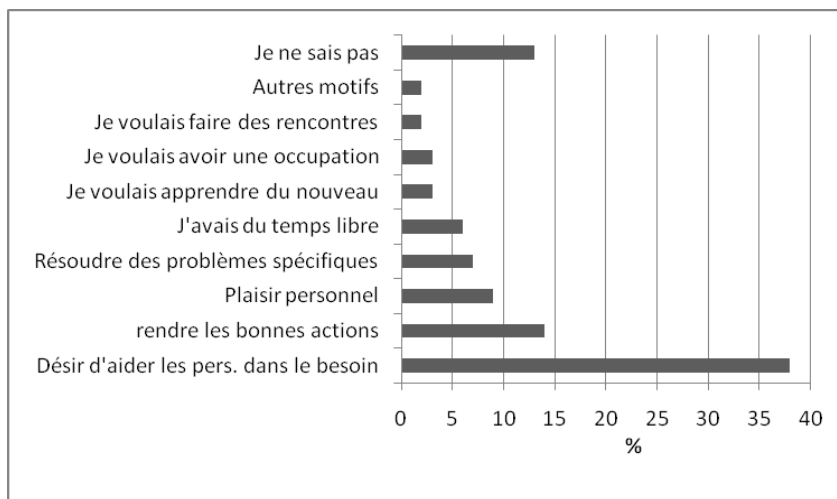
Figure III.2 : Distribution des réponses à la question : « Par quel type d'organisation passez vous pour accomplir votre bénévolat, ou le faites- vous seul ? » (pourcentage des réponses à une question à choix multiple sans limitation des réponses)

### § 11. Motivations et contraintes des activités caritatives

Selon les résultats de l'étude, le principal motif des Russes à s'engager dans le travail bénévole est le désir d'aider les individus dans le besoin (38%) (voir Fig. III.4).

Le second motif, indiqué par 14% des personnes interrogées (principalement des entrepreneurs, hommes d'affaires et dirigeants), est la tentative de « rendre les bénéfices reçus en faisant soit même de bonnes actions ». Presque une personne sur dix aide les autres pour le plaisir qu'elle en retire tandis que 7% le font avec l'objectif de résoudre des problèmes spécifiques. Toutes les autres motivations ont eu un score inférieur à 7% et 1,3% des personnes interrogées n'ont pas su répondre à la question.





*Figure. III.4* : Distribution des réponses à la question : « Pourquoi pratiquez-vous des activités bénévoles ? » (pourcentage des réponses à une question à choix multiple sans limitation des réponses)

## Chapitre IV

### Les pratiques de don des Russes et la relation entre ceux qui donnent et ceux qui reçoivent

Le Chapitre 4 examine les questions liées aux dons effectués par la population russe, les conditions d'une augmentation des dons privés, et les attitudes des Russes envers eux-mêmes en tant que bénéficiaires de l'aide.

#### § 12. Niveau d'implication des Russes dans les dons

La part de la population russe qui a personnellement donné de l'argent à des étrangers dans le besoin, y compris aux mendiants, au cours des 2-3 années écoulées a été de 11%. Presque un tiers des personnes interrogées (32%) ont indiqué pratiquer de tels dons de manière « occasionnelle ». 5 % des personnes interrogées disent avoir donné de l'argent à quelqu'un seulement une fois. Presque la moitié des Russes (49%) n'ont jamais donné d'aide financière à un étranger dans le besoin au cours de la période.

Les comparaisons internationales indiquent la position des Russes par rapport aux autres pays basée sur le ratio de population impliquée dans les dons. Ces comparaisons ont été réalisées en appliquant la méthodologie utilisée par le CIVICUS Civil Society Index Project qui permet d'obtenir des indices comparables pour les développements de la société civile dans 39 pays. Ceux-ci comprennent les Pays-Bas, l'Allemagne, le Népal, la Mongolie, le Honduras et autres pays qui diffèrent les uns des autres par le niveau de leur développement socio-économique et par leurs traditions culturelles. La Russie est placée au 27<sup>e</sup> rang parmi ces pays (voir Fig. IV.2).

La distribution des réponses aux questions concernant les dons sous forme d'aide financière aux personnes dans le besoin est presque identique à celle des réponses pour les activités bénévoles. Le degré d'implication dans le travail bénévole est directement proportionnel à la fréquence des dons caritatifs.

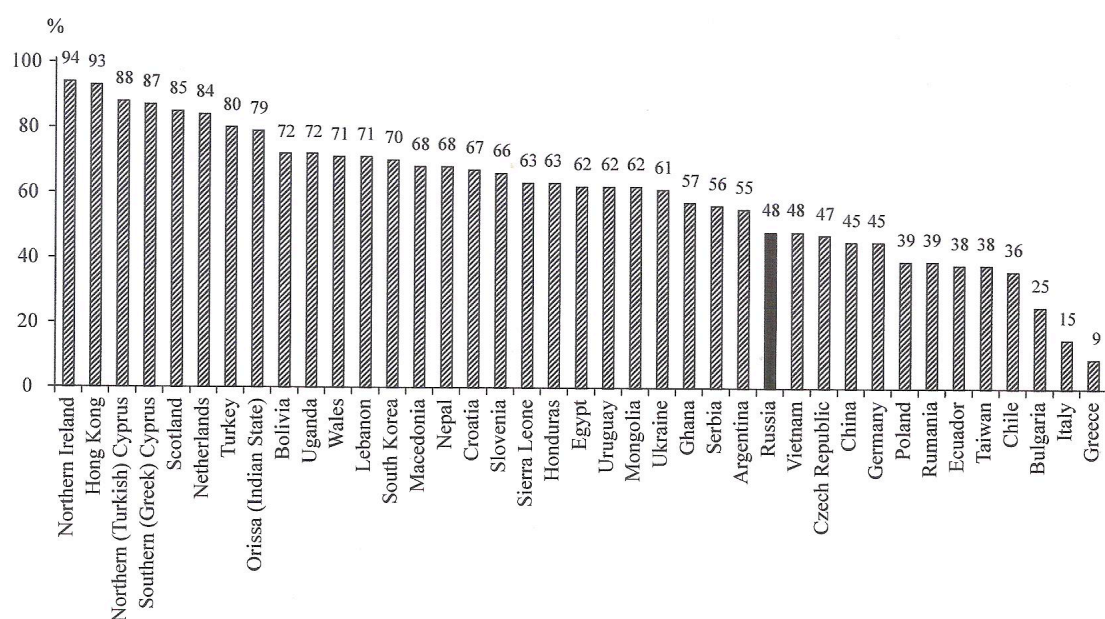


Figure IV.2 : Pourcentage de la population qui pratique des dons (en pourcentage selon les pays)

### § 13. Conditions pour accroître les dons privés

Les résultats de l'étude révèlent les conditions de base nécessaires pour que les gens soient plus enclins à donner de l'argent à des causes caritatives. Plus d'un quart des personnes interrogées (27%) seraient prêtes à donner plus d'argent si leurs revenus étaient supérieurs à ceux qu'ils ont maintenant. Un cinquième des personnes (20%) augmenteraient les montants de leurs dons si elles étaient sûres que l'argent soit dépensé comme annoncé. Les autres conditions suggérées afin de permettre une augmentation des dons n'ont pas été jugées comme étant d'un grand intérêt par la majorité des personnes interrogées (voir Fig. IV.5).

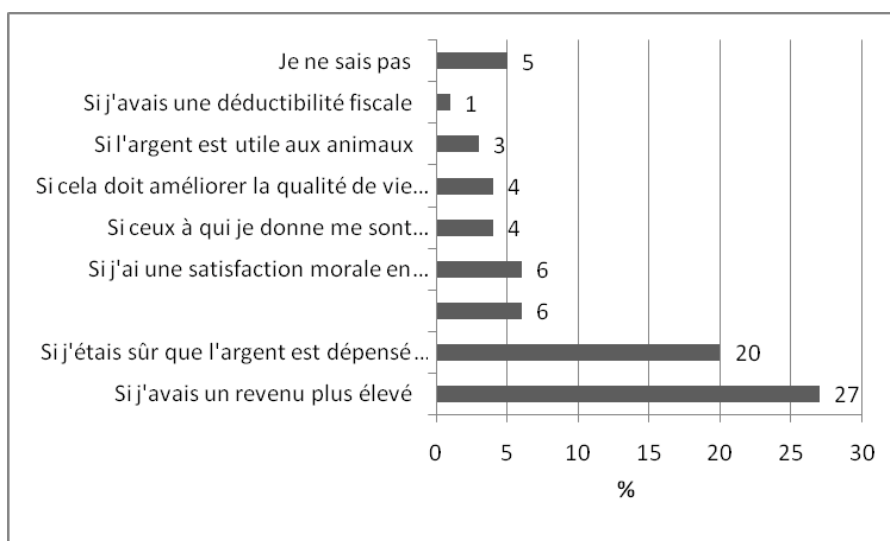


Figure IV.5 : Distribution des réponses à la question : « Sous quelles conditions seriez-vous prêt à augmenter vos dons caritatifs ? » (pourcentage des réponses à une question à choix multiple sans limitation du nombre de réponses).

Il est intéressant de noter que seulement 1% des personnes interrogées ont indiqué qu'une exemption d'impôt sur le revenu serait une mesure utile pour augmenter le montant des dons privés. Seulement un quart des personnes interrogées étaient au courant de la pratique des exemptions d'impôts pour les dons.

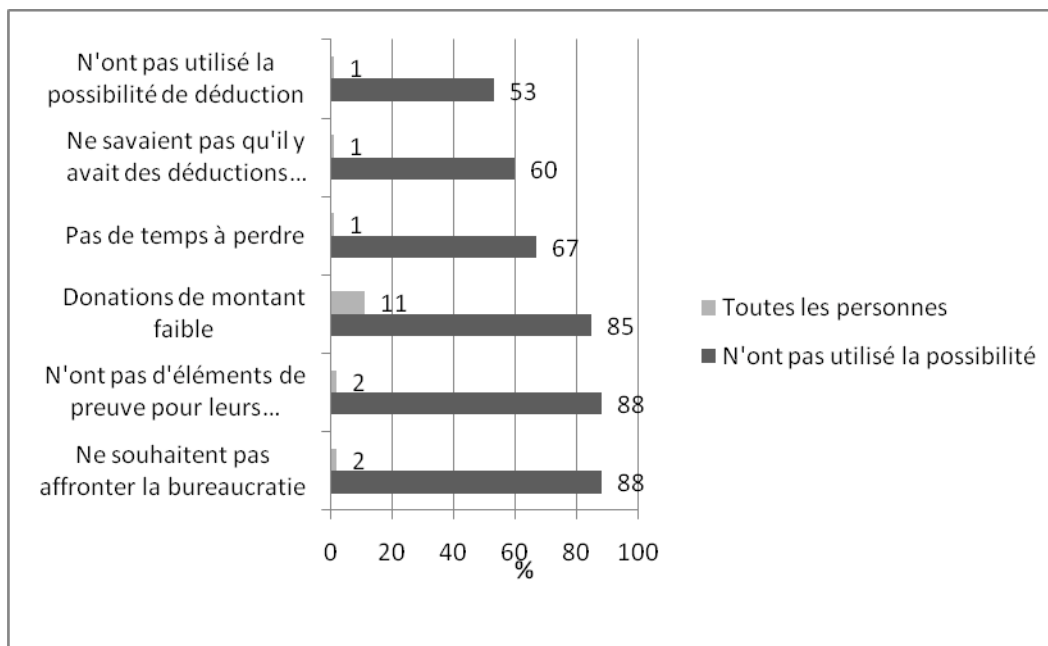


Figure IV.6 : Analyse comparative des raisons pour lesquelles les réductions d'impôts concernent peu la plupart des gens, et pourquoi les donateurs ne les ont pas utilisées (pourcentage des réponses, et pourcentage dans le groupe qui n'a pas profité des réductions d'impôt).

#### § 14 La relation entre ceux qui donnent et ceux qui reçoivent

Plus de la moitié des participants à l'étude (59%) ont indiqué que eux-mêmes, ou des membres de leur famille, avaient reçu une aide de leurs familles, amis, voisins ou connaissances au cours des 2-3 années écoulées (Fig. IV.7). 28% des personnes interrogées ont emprunté de l'argent en attendant leur salaire. Une aide sous forme de travaux domestiques (couture, transport de marchandises, réparations, etc.) a été apportée par d'autres à certains participants à l'étude ou à leur famille. Une aide à des travaux domestiques tels que courses, ménage, préparation des repas, a été apportée à 19% d'entre eux. 12% déclarent avoir emprunté une somme d'argent importante. 10% ont reçu des informations ou consultations pour des problèmes importants et un nombre équivalent de participants a été aidé pour la garde d'enfants. Selon les réponses, 38% de la population n'a reçu aucune aide de sa famille, amis ou connaissances. L'absence d'assistance a surtout été signalée par les personnes interrogées du groupe des seniors (55 ans et plus) et par les habitants de très grandes villes.

Le pourcentage de Russes ayant reçu une aide (soit financière, soit sous forme de consultation) de la part d'organismes ou d'autres sources est très élevé (77%) (voir Fig. IV.8).

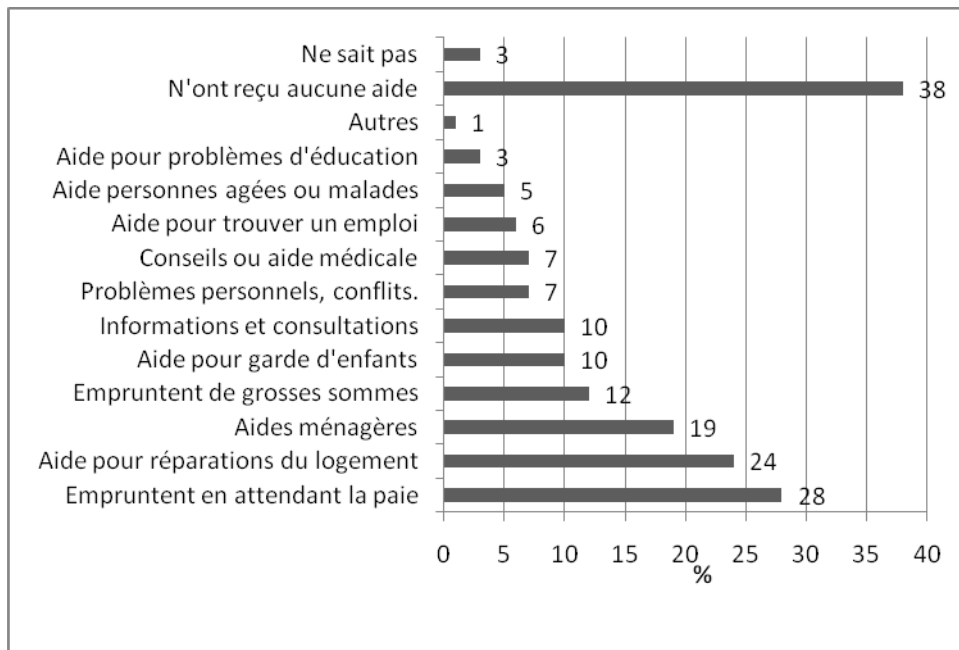


Figure IV.7 : Distribution des réponses à la question : « Avez-vous vous-même ou des membres de votre famille reçu aide et soutien de vos parents, amis, voisins ou connaissances au cours des 2-3 années écoulées ? Si oui, de quelle manière avez-vous été aidé ? » (pourcentage des réponses à un question à choix multiple sans limitation du nombre des réponses).

10% des personnes interrogées ont indiqué qu'elles avaient reçu une aide de l'administration de l'assistance sociale et 5% ont mentionné d'autres institutions gouvernementales. 4% ont reçu de l'aide sur leur lieu de travail. Les organismes tels que les fonds caritatifs d'état et privés, les groupes d'initiative, les associations, les communautés religieuses, les organisations culturelles, les communautés nationales ou les associations amicales, les organismes caritatifs étrangers et internationaux, les organisations d'anciens combattants et les forums de consultation sur Internet, n'ont apporté une aide qu'à 1 à 2% de la population.

Les organismes sans but lucratif jouent un rôle encore plus faible pour l'assistance financière et les consultations gratuites vis-à-vis de la population russe. 77% des participants à l'étude ont dit qu'ils n'avaient reçu aucune aide de tels organismes au cours de 2-3 années écoulées. Seulement 10% ont donné une réponse positive à la question ; 3% ont utilisé des services de consultation relatifs à des problèmes médicaux. D'autres formes d'aide, comme les consultations juridiques, l'aide sociale ou psychologique, l'aide pour l'organisation d'événements culturels ou religieux, n'ont été apportées qu'à 1-2% de la population.

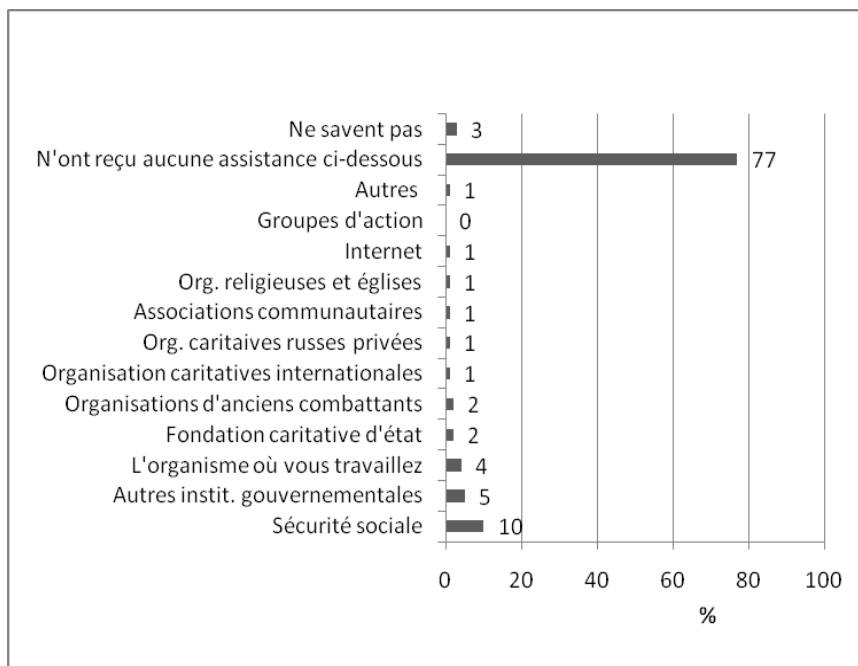


Figure IV.8 : Distribution des réponses à la question : « Avez-vous, vous-même ou des personnes de votre famille, reçu une assistance financière ou des consultations des sources ou institutions ci-dessous au cours des 2-3 années écoulées ? » (pourcentage des réponses à une question à choix multiple sans limitations du nombre des réponses).

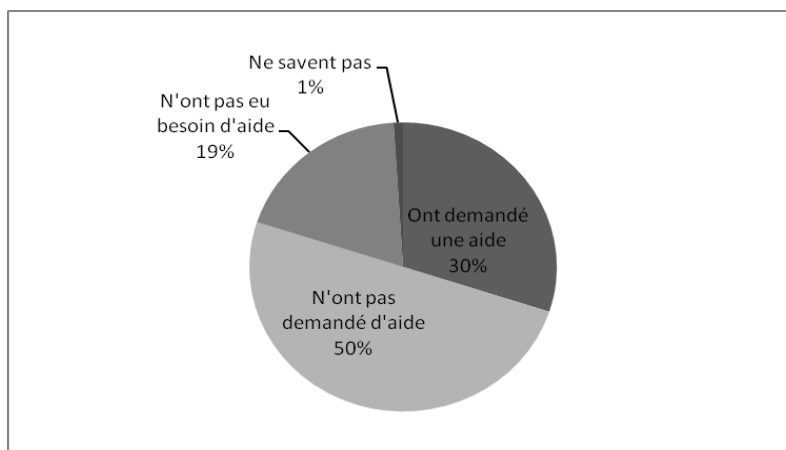


Figure IV.9 : Distribution des réponses à la question : « Les gens rencontrent quelquefois des situations difficiles dans leur vie personnelle et des problèmes moraux qu'ils ont du mal à résoudre par eux-mêmes. Vous est-il arrivé de demander à quelqu'un de la sympathie et un soutien moral au cours des 2-3 années écoulées ? » (pourcentage des réponses).

## Chapitre V

### Les perceptions par le public des interactions entre l'aide d'état et la philanthropie

**Le Chapitre 5** est consacré à l'analyse des opinions sur les relations entre l'Etat et les donateurs (à la fois les organisations caritatives russes et étrangères) et à l'évaluation du degré de confiance de la population envers les organisations caritatives étrangères.

#### § 15. Evaluation des interactions entre l'Etat et les donateurs

Les participants à l'étude étaient un peu perdus pour répondre à cette question : 40% d'entre eux ne savaient pas comment évaluer l'attitude de l'Etat envers les donateurs de nos jours. 42% de ceux qui avaient dit être en mesure de donner une opinion, ont eu une conclusion positive en déclarant que l'attitude de l'état était correcte et seulement 10% qu'elle était mauvaise.

Les opinions se répartissent de la même manière quand on évalue les activités des autorités étatiques vis-à-vis des donateurs. Un nombre considérable de Russes (32%) étaient désorientés quand il leur a fallu identifier les actions gouvernementales relatives aux dons, et 10% ont exprimé l'opinion qu'il n'y avait pas de politique cohérente de l'Etat vis-à-vis des donateurs. Dans l'ensemble, une majorité de personnes interrogées ont donné une évaluation positive de l'attitude de l'Etat vis-à-vis des donateurs (davantage d'avis positifs que d'avis négatifs). Presque un quart des personnes interrogées ont cité des avantages fiscaux autorisés par l'Etat. Un nombre légèrement plus faible (22%) ont estimé que l'Etat offrait des conditions favorables aux donateurs. 13% ne savaient pas comment l'Etat devait agir vis-à-vis des donateurs. Les réponses d'autres personnes interrogées ont indiqué tout à fait clairement que la population s'attendait à ce que l'Etat adopte une attitude respectueuse vis-à-vis des donateurs, c'est-à-dire mette en place des conditions favorables aux activités caritatives (53%), accorde des exemptions d'impôt (36%), apporte des incitations morales (31%), etc. Ces statistiques sont indiquées Fig. V.2.

Deux tiers de la population estiment que l'Etat est en droit d'établir des conditions pour à l'égard des donateurs. La plupart des personnes interrogées exigent transparence et ouverture en ce qui concerne les dons (41%), et une conduite éthique des activités caritatives (40%).

D'autres exigences soutenues par seulement 7 à 10% des participants à l'étude indiquent que les institutions caritatives doivent adhérer strictement à des normes éthiques (encore plus strictement que le secteur commercial). Le but de leur activité doit être établi en accord avec les autorités étatiques ; elles doivent être loyales vis-à-vis des autorités et soutenir leurs initiatives ; elles ne doivent pas prendre part à des activités politiques.

Une proportion significative de la population (41%) a exprimé l'idée que les personnes qui pratiquent le don le font sans aucun désir d'en tirer des profits personnels. Un bon tiers des personnes interrogées (34%) pensent que plus de la moitié des donateurs ont pour but de devenir plus populaires ou de se faire de la publicité. 13% pensent que presque tous les donateurs ont cet objectif à l'esprit. Selon 31% de la population, plus de la moitié des donateurs utilisent la philanthropie pour améliorer leurs relations avec les responsables gouvernementaux et 16% placent tous les donateurs dans cette catégorie. Plus de la moitié des donateurs, selon 28% des personnes interrogées, et presque tous les donateurs, selon 19%, pratiquent la philanthropie pour résoudre leurs problèmes de business.

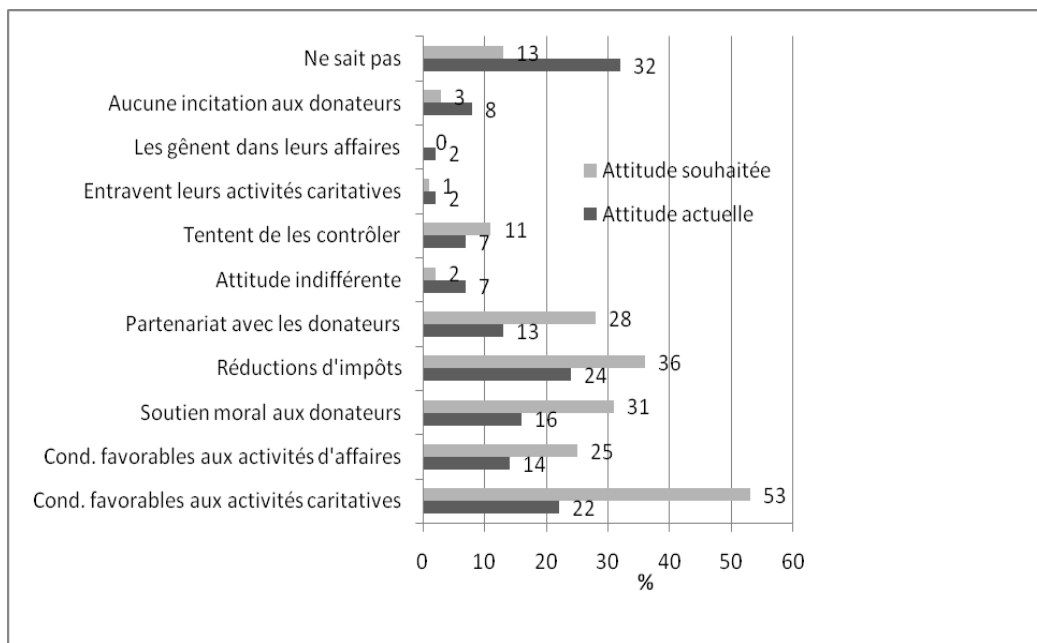


Figure V.2 : Distribution des réponses à la question : « Comment les agents de l'Etat se comportent aujourd'hui envers les donateurs et quelle attitude ils devraient avoir ? » (pourcentage des réponses à une question à choix multiple avec pas plus de 5 réponses).

L'Etat devrait-il jouer un rôle fondamental pour déterminer les objectifs de l'attention des donateurs et les priorités pour leurs activités caritatives ? Selon l'étude, presque la moitié de la population (48%) estime que l'Etat devrait rendre accessible l'information sur ses priorités et mette en place des conditions qui facilitent la participation volontaire des donateurs à ces actions prioritaires. Un quart des personnes interrogées a indiqué que l'Etat ne devrait pas influencer les priorités des donateurs. Seulement 18% pensent que l'Etat devrait établir des priorités et contraindre les donateurs à s'y conformer.

On trouve dans l'opinion des Russes, des attitudes contradictoires envers les gens riches qui font de grosses donations. D'une part, les individus interrogés approuvent leur activité caritative. D'autre part, la plupart des personnes interrogées croient fermement que ces donateurs agissent pour des motifs avant tout égoïstes. Les Russes pensent que l'Etat devrait établir des conditions favorables pour les dons et les activités caritatives des entreprises. En échange de ce soutien de l'Etat, les donateurs devraient mener leurs activités caritatives d'une manière ouverte et transparente et mener leurs affaires de manière honnête.

## § 16. Evaluation des interactions entre l'Etat et les organisations caritatives russes

Presque un tiers de la population (31%) ne sait pas quelle est l'attitude adoptée par l'Etat vis-à-vis des organisations caritatives russes (voir Fig. V.7). Les autres personnes interrogées évaluent de manière positive l'attitude de l'Etat vis-à-vis des organisations, c'est-à-dire que 26% tendent à penser que l'Etat encourage leur développement, tandis que 17% pensent que l'Etat établit avec elles une coopération en tant que partenaires à égalité. 18% pensent que l'Etat tente, bien que de manière inefficace, de soutenir les organisations caritatives russes et de coopérer avec elles. Selon 10% des personnes interrogées, l'Etat est indifférent et les ignore et 9% pensent que l'Etat tente de prendre le contrôle de ces organisations. Seulement 2% de la population a un point de vue extrême selon lequel l'Etat tente d'éliminer les organisations caritatives russes. 9% des personnes interrogées ont souligné qu'il n'y avait pas de politique cohérente de l'Etat dans ce domaine, tandis que 6% ont déclaré qu'il y avait un fossé entre ce que déclarait l'Etat et sa politique réelle envers les organisations caritatives russes.



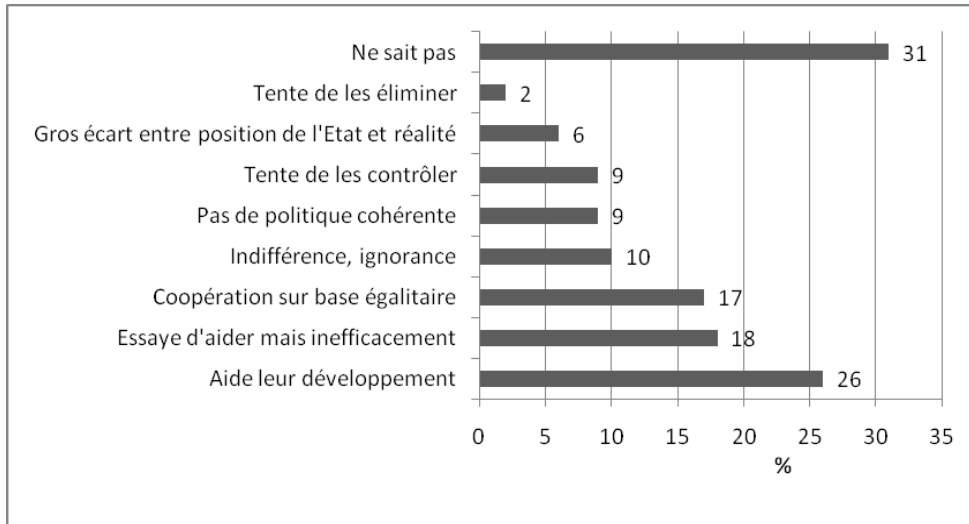


Figure V.7 : Distribution des réponses à la question : « Quelle est l'attitude des autorités de l'Etat vis-à-vis des organisations caritatives russes aujourd'hui ? » (pourcentage des réponses à une question à choix multiple avec pas plus de 3 réponses).

La véracité de cette répartition des opinions est confirmée par les réponses des répondants concernant l'attitude qu'elle soit bonne ou mauvaise de l'Etat vis-à-vis des organisations caritatives russes. 43% de la population pense que l'attitude de l'Etat est appropriée, 20% estime qu'elle est mauvaise et 37% n'ont pas exprimé d'opinion (Fig. V.8).

Selon 44% de la population, l'Etat devrait apporter des conditions favorables à toutes les organisations caritatives, sans exception.

Il a également été demandé aux participants à l'étude d'exprimer leur opinion sur le fait de savoir si l'Etat avait le droit d'exiger certaines choses des organisations caritatives, en échange de son soutien et de l'apport de conditions favorables à leur développement (voir Fig. V.10).

Il est significatif que, selon les données de l'étude, 72% des Russes soient d'accord pour penser que les autorités doivent s'assurer des motifs réels de l'engagement des organisations dans des activités caritatives.

La plupart des russes sont d'accord pour considérer que l'Etat ne doit pas superviser les organisations caritatives d'aucune façon.

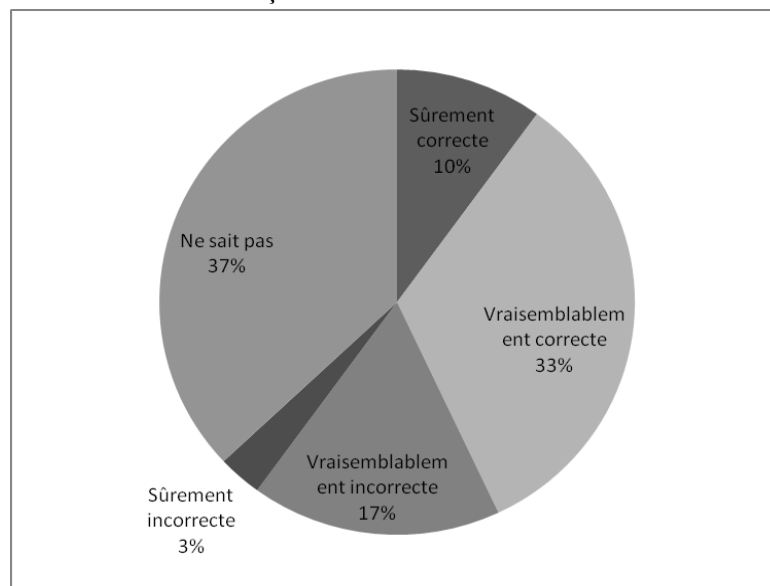


Figure V.8 : Distribution des réponses à la question : « Pensez-vous que les autorités de l'Etat ont une attitude correcte ou incorrecte envers les organisations caritatives russes aujourd'hui ? » (pourcentage des réponses).

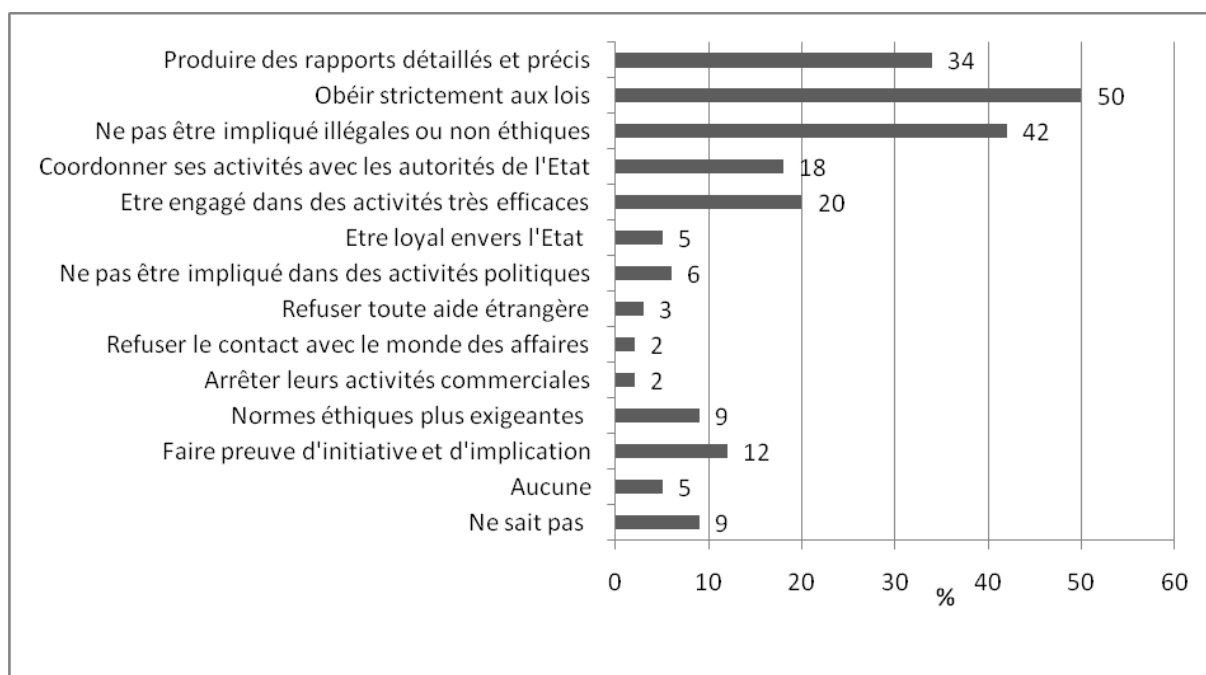


Figure V.10 : Distribution des réponses à la question : « Quelles exigences de l'Etat sont-elles légitimes envers les organisations caritatives russes en contrepartie de son soutien ? » (pourcentage des réponses à une question à choix multiple, sans limitation du nombre de réponses).